

Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE)

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement doit faire preuve de leadership dès aujourd'hui pour assurer la réussite du Canada dans l'économie mondiale du savoir. L'avenir du Canada dépend de la capacité des individus de s'adapter aux exigences changeantes du marché du travail. À défaut d'une telle adaptation, nous ne pourrions pas maintenir la croissance économique. La reprise économique a produit des gains pour ceux qui ont de l'expérience, pour les travailleurs relativement âgés et pour les personnes ayant un niveau élevé de formation. Ceux qui n'ont pas suffisamment de formation ou d'expérience ont souffert terriblement pour s'intégrer au marché du travail. Les personnes ayant un niveau relativement élevé de formation sont plus adaptables au plan professionnel et sont assujetties à un nombre moins élevé de périodes de chômage au cours de leur vie. Au cours de la récession, près de 300 000 emplois ont été créés pour les diplômés universitaires et 90 000 pour les diplômés du niveau collégial. Chez ceux ayant une formation relativement faible, il y avait 433 000 emplois en moins. En 2017, une formation universitaire sera requise pour 75 % des nouveaux emplois. Le gouvernement doit agir dès maintenant pour accroître la main-d'œuvre. Les incitations individuelles à participer à la main-d'œuvre sont évidentes, mais les possibilités d'y accéder sont inégales et les frais d'admission sont de plus en plus élevés. On pourrait adopter des mesures concrètes, notamment l'amélioration des programmes fédéraux d'aide financière aux étudiants, qui sont indispensables pour rendre l'éducation postsecondaire au Canada plus accessible. Les coûts de l'éducation postsecondaire continuent d'augmenter à un taux supérieur au taux de l'inflation. En outre, depuis sa création, le Programme canadien de bourses aux étudiants n'a pas augmenté le montant de financement offert aux étudiants qui sont admissibles à ces bourses. Une augmentation des bourses réduira le niveau général d'endettement des étudiants à revenu faible et moyen. Il a été démontré qu'une augmentation des niveaux d'endettement décourage l'achèvement des études. Le Canada ne peut pas se permettre de perdre des étudiants qualifiés. De plus, la gestion des prêts comporte des coûts pour le gouvernement. Le remplacement d'une portion de l'endettement étudiant par des bourses immédiates permettrait de réduire les dépenses au titre de la gestion de l'aide. L'ACAE recommande ce qui suit : Que le gouvernement augmente les fonds distribués en vertu du Programme canadien de bourses aux étudiants de 25 % par étudiant qualifié. Cette mesure procurerait aux étudiants à revenu moyen 23 \$ de plus par mois, et aux étudiants à faible revenu 58 \$ de plus par mois. Une telle mesure coûterait au trésor public 104 millions de dollars et aiderait 245 000 étudiants – ceux qui ont le plus besoin d'aide.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada se heurte à une pénurie de compétences et de ressources humaines. Pour créer des emplois, les sociétés doivent croître. Pour croître, elles doivent dès maintenant doter des postes vacants en faisant appel à des personnes qualifiées. Trouver un emploi est un des plus grands défis que doivent aujourd'hui relever les jeunes et les étudiants. L'économie canadienne a vu le nombre des emplois croître, mais les jeunes ont été oubliés. En juin 2012, le taux d'emploi canadien pour les étudiants âgés de 20 à 24 ans était de 63,2 % – un taux inférieur à celui de juin 2011, qui était de 67,4 % et égal à celui de juin 2009, alors que nous étions au creux de la dernière récession. Le Canada est passé récemment du 8^e au 12^e rang de l'indice mondial d'innovation, et du 19^e au 25^e rang pour ce qui est des investissements dans le capital humain et la recherche. Ce qui ressort de tout cela, c'est que, par rapport aux autres pays, le Canada n'investit pas suffisamment dans l'enseignement supérieur et la R et D. L'ACAE croit qu'investir dans l'aide financière pour les étudiants les plus nécessiteux produirait les plus grands gains à long terme dans le capital humain. Cette aide permettra aux employeurs canadiens de croître en pourvoyant les postes vacants avec des personnes qualifiées. Pour couvrir le coût de la vie, de la scolarité et du matériel pédagogique, beaucoup d'étudiants complètent leur aide financière en travaillant au cours de leurs études. On signale que, pendant la dernière année d'un programme de premier cycle, 62 % des étudiants travaillent en moyenne 18 heures par semaine. L'expérience de travail peut aider un diplômé à trouver un emploi, à établir des réseaux de soutien et à acquérir des compétences qu'ils ne peuvent obtenir en classe. À l'heure actuelle, ils sont pénalisés pour ce faire. Le Programme canadien de prêts aux étudiants demande actuellement aux étudiants qui sollicitent de l'aide de deviner le revenu qu'ils envisagent de gagner pendant leurs études. L'évaluation des avoirs de l'emprunteur exonère un revenu de 100 \$ par semaine en cours d'étude. Un étudiant qui travaille 18 heures par semaine, à raison de 10 \$ de l'heure, voit le montant du prêt auquel il a droit réduit d'un montant égal à 80 \$ multipliés par le nombre de semaines d'étude, soit 2 880 \$ pour une période de 36 semaines. Le gouvernement devrait cesser de pénaliser les étudiants qui sont obligés de travailler. L'ACAE recommande ce qui suit : Que le gouvernement exonère le revenu gagné en période d'étude de l'évaluation des avoirs de l'emprunteur auprès du Programme canadien de prêts aux étudiants.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Selon l'ACAE, le déclin démographique et les pressions qu'il exerce sur la main d'œuvre soulèvent une multiplicité de questions. Le Canada a besoin d'attirer et de retenir des personnes bien formées provenant d'un peu partout dans le monde et d'offrir aux jeunes des possibilités de faire un apport à la société selon la pleine mesure de leurs moyens. Les universités et collèges du Canada sont des aimants pour les personnes douées. En 2010, les étudiants étrangers ont dépensé 8 milliards de dollars au Canada, contribuant plus de 4,9 milliards de dollars au PIB et 455 millions de dollars aux recettes fiscales. L'année dernière, on a annoncé que 1 000 étudiants du niveau du doctorat seraient acceptés à titre de résident permanent en vertu du Programme fédéral des travailleurs qualifiés. Les étudiants étrangers veulent rester au pays et le gouvernement devrait les aider à le faire. Le Canada a besoin

d'accroître la capacité de sa main-d'œuvre. Les projections démographiques indiquent que la population autochtone du Canada passera de 1,1 million de personnes en 2006 à 1,4 en 2017. Parmi les Canadiens des Premières Nations, le chômage est presque trois fois plus élevé que chez les non-Autochtones et, chez les Autochtones ayant un emploi, le salaire médian est de 17 % inférieur à celui des non Autochtones. Un niveau moins élevé de formation est très inquiétant dans ce contexte problématique. Le plafond de financement de 2 % s'appliquant au financement qu'offre AADNC pour le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire a entraîné une baisse de l'accès au financement fédéral alors qu'augmentent la demande au titre du programme et les frais d'éducation. En 2008, 3 213 étudiants admissibles ont vu leur demande de financement rejetée et 10 859 étudiants attendaient une réponse à leur demande. Parmi ceux qui reçoivent du financement, les taux d'achèvement atteignent un sommet. Accroître l'accès à l'éducation postsecondaire aidera à combler cet écart en matière d'emploi et de revenu. En 2009, on a estimé que si on parvenait à combler l'écart de revenu entre Autochtones et non-Autochtones, l'économie bénéficierait d'un apport de 400 milliards de dollars et les recettes fiscales d'un apport net de 116 milliards d'ici 2026. L'ACAE recommande ce qui suit : Que le gouvernement mette en œuvre un traitement en priorité axé sur la résidence permanente pour les étudiants étrangers à la maîtrise et un traitement en priorité axé sur la résidence permanente pour les étudiants de niveau collégial et de premier cycle inscrits dans des disciplines qui permettraient de remédier à des pénuries de main-d'œuvre au Canada. Que le gouvernement supprime le plafond de financement de 2 % du Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire, accède aux demandes de financement des étudiants dont les demandes ont été rejetées et fasse en sorte que le programme soit adéquatement financé dans le futur.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Au cours des prochaines années, la responsabilité de soutenir le régime canadien des programmes sociaux rejaillira sur un nombre réduit de personnes. On sait qu'il en résultera une diminution de l'assiette fiscale et une hausse des tensions auxquelles sont assujettis les services existants. L'amélioration de l'éducation et de la formation permettra d'avoir la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour s'attaquer à ces réalités imminentes. L'immensité du défi démographique canadien indique qu'il n'y a pas de réponse à ce problème, mais l'éducation fera en sorte que les Canadiens disposent des compétences requises pour faire un apport à l'économie. Le Canada doit veiller à ce que la main-d'œuvre de demain possède tous les moyens disponibles pour créer, fabriquer, innover et découvrir. Tout cela ne peut pas être réalisé uniquement au moyen de la formation. La plupart des recherches de pointe effectuées au Canada sont financées par des fonds publics. Elles sont soutenues par des établissements publics postsecondaires et des programmes de recherche comme ceux du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, du Conseil de recherches en sciences humaines, des Instituts de recherche en santé, ainsi que par le Programme des chaires de recherche du Canada et la Fondation canadienne pour l'innovation. À l'heure actuelle, la plupart des nouvelles découvertes et informations obtenues grâce à ces fonds publics ne sont pas accessibles au public. *Supporting Open Access* encouragera l'adoption de mesures d'efficacité pour les particuliers, les entreprises et divers niveaux de gouvernement. Il aura également un effet positif en limitant la croissance effarante du prix des revues savantes, croissance qui a une incidence négative sur les budgets de fonctionnement des universités et collèges du Canada. La recherche financée par les contribuables devrait être accessible à tous. L'ACAE recommande ce qui suit : Que le gouvernement adopte une loi exigeant que trois organismes fédéraux (CRSH, CRSNG et ICRS) fassent en sorte que toutes les découvertes résultant de

travaux financés publiquement fassent l'objet d'un libre-accès (*Open Access*).

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les jeunes du Canada se heurtent à toute une gamme de problèmes communs et particuliers. L'ACAE croit que le problème le plus important auquel se heurtent les jeunes Canadiens est celui du déclin démographique imminent. Le déclin démographique du Canada créera des pressions économiques et sociales sans précédent sur les jeunes d'aujourd'hui. Malheureusement, il est actuellement de plus en plus coûteux pour les jeunes de se préparer pour l'avenir. Pour s'assurer que les jeunes Canadiens réussissent à relever ce défi, le gouvernement doit rendre l'éducation postsecondaire plus accessible. Les gens qui font des études collégiales ou universitaires ont les situations d'emploi optimales. Hélas, pour obtenir la formation requise, plusieurs doivent s'endetter lourdement, notamment lorsque le marché du travail est peu favorable aux jeunes, comme on l'a observé récemment. Tout indique que ceux qui se sont endettés ont des niveaux de formation très faibles en matière financière. Lorsqu'ils sont appelés à prendre la plus importante décision financière de leur vie, les jeunes disposent de peu d'outils pour gérer les coûts d'une éducation postsecondaire. Et les frais qu'ils doivent assumer continuent d'augmenter. Quelque 17 % des diplômés d'établissements postsecondaires avaient un niveau d'endettement supérieur à 25 000 \$ en 1995. En 2005, ce pourcentage atteignait 27 %. Ceux qui empruntent pour faire des études postsecondaires ont une probabilité sensiblement inférieure de disposer d'économies ou d'investissements que ceux qui ne sont pas obligés d'emprunter. En outre, les diplômés d'établissements postsecondaires ayant accepté des prêts étudiants avaient des avoirs d'une valeur moindre et une valeur nette inférieure à ceux qui n'avaient pas eu recours à des prêts étudiants. Compte tenu du fait que 57 % des diplômés de 2005 ont dû emprunter pour financer leur éducation, cette réalité est particulièrement inquiétante. Le Canada a besoin de plus de gens ayant une formation postsecondaire. Les jeunes provenant de familles à revenu élevé sont plus susceptibles de faire des études postsecondaires et moins susceptibles de contracter des dettes. Plus de Canadiens à faible revenu ont besoin d'accéder à l'éducation postsecondaire et ils seront plus susceptibles d'avoir besoin d'une aide financière. Les étudiants recevant une aide financière ont déjà démontré qu'ils avaient besoin d'aide. Une aide financière fondée sur les besoins peut améliorer la persistance dans les études. Si cette aide est insuffisante pour couvrir les coûts ou si les niveaux d'endettement sont supérieurs, l'achèvement des études est moins probable. Le Canada a besoin de gens ayant une plus grande formation et moins de dettes. L'ACAE recommande ce qui suit : Que le gouvernement augmente la proportion de l'aide financière étudiante non remboursable en distribuant des fonds supplémentaires par le truchement du Programme canadien de bourses aux étudiants.